

Où va le marché du travail ?

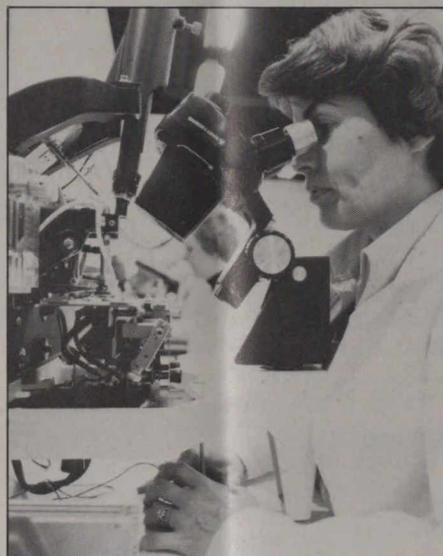
Le « grand tournant » vers la spécialisation de la main-d'œuvre.

Le marché canadien du travail connaîtra d'importants changements au cours de la décennie 80 (1). Alors qu'à la fin des années 70 le taux de croissance annuel de la population active était de plus de 3 p. 100, il sera d'un peu moins de 2 p. 100 à la fin des années 80. Compte tenu du potentiel économique du Canada, il devrait donc y avoir assez de nouveaux emplois pour absorber la croissance de la population active et réduire le chômage. Ce serait cependant ne considérer que l'aspect quantitatif des choses. Or il se trouve que la composition de cette croissance subira aussi des changements marqués : l'apport des jeunes diminuera, devenant même négatif, tandis que celui des femmes adultes continuera d'augmenter pour atteindre 70 p. 100 de la croissance totale de la population active. Quant à la population autochtone (Indiens et Inuit) en âge de travailler, elle croîtra rapidement, au point de représenter plus de 20 p. 100 de la croissance de la population active dans les provinces des Prairies.

Les nouveaux travailleurs auront sans doute de la difficulté à trouver un emploi. Il y aura en effet d'importants glissements de la demande d'un secteur à l'autre, cette réorientation étant dictée par l'évolution de la croissance sectorielle et régionale. Il y aura ainsi plus de débouchés dans les industries minières, dans la production des biens d'équipement, dans les activités liées aux techniques de pointe, en particulier les communications et la diffusion de l'information, mais moins d'emplois, surtout pour les travailleurs peu qualifiés, dans les industries de transformation qui utilisent les technologies courantes, comme l'automobile. La demande sera aussi nettement ralentie dans le secteur des services.

Cette évolution place le Canada dans une situation paradoxale. Il faut

dra à son industrie un nombre croissant de travailleurs hautement spécialisés. Or la majeure partie de la population active qui arrivera sur le marché du travail aura une formation limitée ou trop générale. Les femmes se sont vu refuser des possibilités de formation dans de nombreuses industries. La génération issue de la poussée démographique de l'après-guerre, quoique très scolarisée, est relativement peu spécialisée, car l'enseignement a beaucoup plus insisté, au



Les débouchés s'accroîtront dans des activités liées aux techniques de pointe.

cours des vingt dernières années, sur la formation générale que sur les compétences techniques. On risque donc de se retrouver avec des milliers de jeunes actifs ne possédant pas les compétences qui seront recherchées dans les années qui viennent. Il y aura globalement plus de diplômés universitaires que l'on en demandera, mais, parmi eux, il y aura pénurie dans certains secteurs : on manquera, par exemple, d'ingénieurs.

L'évolution du marché du travail dans les dix ans qui viennent aura aussi des répercussions sur le plan régional. Au cours des années 80, beaucoup plus de travailleurs que par le passé devront se déplacer pour trouver un emploi et un nombre important

d'entre eux devront suivre des cours de recyclage pour ne pas se laisser distancer par la technologie moderne. Les industries de croissance s'établiront, pour une bonne part, dans trois des provinces de l'ouest (Saskatchewan, Alberta, Colombie-Britannique) et ce sera dans ces provinces que la demande globale de main-d'œuvre sera la plus forte. En même temps, dans le centre et dans l'est, les offres d'emploi tendront à fléchir en dehors des grandes villes tandis que la demande sera relativement forte dans les grandes agglomérations.

Face à ces modifications, il ne faut pas hésiter, selon M. Lloyd Axworthy, ministre de la main-d'œuvre et de l'immigration, à opérer une refonte importante des structures. Le gouvernement fédéral, après consultation des gouvernements provinciaux, des employeurs, des syndicats et d'organismes du secteur privé, et avec leur concours, devra élaborer de nouvelles orientations. Il faudra, en particulier, réorganiser les systèmes actuels d'enseignement et de formation et les axer davantage sur l'acquisition de compétences techniques de haut niveau. Il faudra veiller à ce que les femmes puissent acquérir ces compétences et avoir accès à toute la gamme des professions offertes par les divers secteurs. Il faudra adopter des mesures spéciales au titre de la formation industrielle, afin de permettre aux autochtones d'avoir accès à un plus grand nombre de professions. Ne serait-il pas en effet tragique que, dans l'ouest, où la demande de main-d'œuvre sera forte pendant toute la décennie et où il y a une forte concentration d'autochtones, on ne soit pas en mesure de faire appel à une population active jeune, pleine de vigueur et prête à travailler dans la région? Il faudra offrir de meilleurs services de soutien et plus de possibilités de recyclage aux travailleurs appelés à s'adapter à un changement d'emploi. Dans ce contexte, la diffusion d'une information adéquate sur le marché du travail est primordiale. ■

1. Notre article s'inspire du rapport du groupe de travail constitué à la demande du ministre de l'emploi et de l'immigration, M. Lloyd Axworthy, rapport publié sous le titre « Sommes-nous prêts à changer? ».